

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 1203

5 JUNI 1985. — Decreet betreffende de deelneming van jongeren van minder dan 21 jaar aan de training en aan de wielervedstrijden gehouden op of buiten de openbare weg (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op jongeren van minder dan 21 jaar die deelnemen aan de training voor de wielersport of aan wielervedstrijden gehouden op of buiten de openbare weg, in open lucht of op overdekte banen.

Art. 2. Geen jongere mag aan een wielervedstrijd, gehouden op of buiten de openbare weg, in open lucht of op overdekte banen, deelnemen, als hij geen volle 15 jaar oud is.

De Franse Gemeenschapsexecutieve bepaalt de voorwaarden voor de deelneming aan wielervedstrijden voor de jongeren van 15 tot 21 jaar.

Art. 3. De Franse Gemeenschapsexecutieve bepaalt de voorwaarden waaraan de jongeren van 12 tot 15 jaar moeten voldoen om te mogen deelnemen aan de training voor de wielersport.

Art. 4. Elke inrichter van wedstrijden of van training in het kader van dit decreet of opleider belast met het toezicht ervan, die de bepalingen van dit decreet overtreedt, wordt gestraft met opsluiting van 8 dagen tot 1 maand in een gevangenis en met een geldboete van 26 tot 500 frank of met een van die straffen alleen.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden gekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 juni 1985.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Zaken, en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

(1) *Zitting 1984-1985*

Bescheiden van de Raad. — Nr. 118, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 188, nr. 2. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 mei 1985.

REGION WALLONNE

F. 85 — 1204

9 MAI 1985. — Décret concernant la valorisation de terrils

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Il faut entendre par terril : tout dépôt temporaire ou permanent — à l'exclusion de l'assiette du terrain — de substances minérales résultant de l'activité des mines de houille.

Art. 2. Le permis de valorisation de terrils emporte de droit délivrance du permis de bâtir conformément au chapitre 1er du Titre II de l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 14 mai 1984, portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme et l'aménagement du territoire et applicable à la Région Wallonne et du permis d'exploiter conformément au chapitre 1er du Titre I du Règlement général pour la protection du travail.

Il faut entendre par « exploiter » : extraire, évacuer, éliminer, transformer ou utiliser les matières qui composent le terril.

En l'absence d'exploitation au sens du précédent alinéa, les procédures relatives au permis de bâtir et au permis d'exploiter ne sont pas modifiées.

Art. 3. L'Exécutif Régional Wallon fixe, selon une procédure consultative qu'il établit et après avis d'une Commission qu'il instaure et composée des parties concernées, la classification des terrils en trois catégories :

a) les terrils qui, pour des raisons d'aménagement du territoire et d'urbanisme, ou de protection de l'environnement, ou de classement comme site, ne peuvent pas être mis en exploitation;

b) les terrils exploitables;

c) les terrils qui semblent intéressants à exploiter, mais qui nécessitent des investigations complémentaires.

Cette classification est établie pour tous les terrils de la Région. La classification ainsi obtenue peut être revue tous les cinq ans. La classification doit être publiée au *Moniteur belge* dans le mois de son établissement par l'Exécutif.

Les autorisations délivrées en application de l'article 4 seront octroyées conformément à cette classification.

L'Exécutif Régional Wallon peut, en présence de circonstances exceptionnelles et selon les règles de consultation visées à l'alinéa 1er, déroger à la classification mentionnée audit alinéa 1er, par arrêté motivé.

Art. 4. La valorisation des terrils est soumise à l'octroi du permis de valorisation délivré par l'Exécutif Régional Wallon.

L'Exécutif sollicitera l'avis du ou des Collèges des Bourgmestre et Echevins concernés, qui ouvriront une enquête publique et devront se prononcer dans les trois mois de la notification de la demande d'avis.

A l'expiration de ce délai, en l'absence d'avis, l'Exécutif Régional Wallon sollicitera l'avis de la Députation Permanente qui devra se prononcer dans les trois mois de la notification de la demande d'avis.

L'avis de la Députation Permanente sera également demandé en cas d'avis négatif du ou des Collèges des Bourgmestre et Echevins concernés; cet avis devra être donné dans le délai de trois mois ci-dessus fixé.

L'Exécutif Régional Wallon arrête les modalités de cette procédure, y compris l'enquête publique, laquelle est suspendue en juillet et août. Cette suspension proroge de plein droit le délai de trois mois visé à l'alinéa 2.

Le permis de valorisation contiendra :

1° des dispositions relatives à la salubrité et à la sécurité du voisinage;

2° des dispositions de nature à sauvegarder l'environnement et à permettre le remodelage et le réaménagement du site après exploitation, en ce compris la fixation du montant et des modalités de la caution à déposer par l'exploitant;

3° des dispositions sur les itinéraires à suivre tels que fixés dans son avis par le ou les Collèges des Bourgmestre et Echevins. A défaut pour celui-ci ou ceux-ci de se prononcer, ces dispositions sont fixées par l'Exécutif Régional Wallon.

La caution citée au 2° de l'alinéa 6 doit être suffisante pour permettre un réaménagement du site dans tous les cas, y compris de faillite.

Les prélèvements de matières effectués sur un terril en vue d'essai notamment de lavage ou de criblage, et pour autant que ces prélèvements n'excèdent pas mille tonnes, sont autorisés par le ou les Collèges des Bourgmestre et Echevins concernés, l'Exécutif Régional Wallon étant informé.

Art. 5. Les demandes de permis de valorisation de terrils sont introduites auprès de l'Exécutif Régional Wallon par l'exploitant.

Elles comportent :

1. les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur;

2. les appareils et procédés à mettre en œuvre, la nature et la puissance de chaque moteur ainsi que les quantités approximatives des produits à fabriquer, à emmagasiner ou à extraire;

3. le nombre d'ouvriers à employer;

4. un plan d'incidence sur l'environnement comportant notamment les mesures projetées en vue de prévenir ou d'atténuer les inconvénients auxquels l'établissement pourrait donner lieu pour les voisins et le public;

5. les propositions en matière de réaménagement du site après exploitation, décrites dans un plan indicatif;

6. les moyens de transport utilisés, les voiries à emprunter, les communes à traverser;

7. une copie de la convention signée entre le propriétaire du terril et l'exploitant, ou une preuve ou un certificat authentifiés par notaire stipulant qu'il existe une convention signée entre le propriétaire du terril et l'exploitant, ainsi que l'attestation authentique de l'existence d'une garantie de remise en état;

8. la durée de l'exploitation;

9. la date proposée pour le commencement des travaux de valorisation.

Il y sera joint en triple expédition un plan dressé à l'échelle de 5 mm par mètre au moins, indiquant la disposition des locaux et l'emplacement des ateliers, magasins, appareils, ainsi que la situation topographique de l'exploitation.

Il y est en outre un extrait du plan cadastral comprenant les parcelles ou parties de parcelles situées dans un rayon de 50 mètres de l'établissement et un extrait de la matrice cadastrale, indiquant les noms des propriétaires des parcelles ou parties de parcelles comprises dans ce rayon.

Art. 6. Les exploitations de terril régulièrement commencées à la date d'entrée en vigueur du présent décret, doivent être communiquées par recommandé et par les soins de l'exploitant auprès de l'Exécutif Régional Wallon dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Il y sera joint copie des actes d'autorisation antérieurement délivrés ainsi que des conventions liant l'exploitant au propriétaire de terrils, ou une preuve ou un certificat authentifiés par notaire stipulant qu'il existe des conventions liant l'exploitant au propriétaire de terrils.

A défaut de communication, l'exploitation pourra être arrêtée par l'Exécutif Régional Wallon aux frais, risques et périls de l'exploitant.

Art. 7. Pour les terrils dont l'exploitation n'est pas commencée à la date d'entrée en vigueur du présent décret quoique dûment autorisée, l'Exécutif Régional Wallon, dans les deux mois de la réception des copies d'actes visées à l'article 6, fixe, après consultation de l'exploitant le délai dans lequel l'exploitation doit débiter.

Passé le délai fixé par l'Exécutif Régional Wallon, l'exploitation ne pourra plus être entreprise que conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 8. La surveillance des exploitations et des dépendances sera exercée par le bourgmestre ou son délégué et les fonctionnaires techniques compétents de l'Administration régionale wallonne.

La haute surveillance sera exercée par lesdits fonctionnaires techniques.

Si un danger met en péril la sécurité ou la santé des voisins et que le chef d'entreprise refuse d'obtempérer aux instructions du fonctionnaire technique compétent, le bourgmestre, sur rapport de ce dernier, ordonnera la cessation du travail, mettra les appareils sous scellés et, au besoin, procédera à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement.

Les mêmes pouvoirs sont confiés au fonctionnaire technique compétent en cas d'inertie du bourgmestre, ou lorsque l'imminence du danger est telle que le moindre retard peut provoquer un accident. Dans l'un ou l'autre cas, le chef d'entreprise intéressé pourra exercer un recours auprès de l'Exécutif Régional Wallon.

L'Exécutif Régional Wallon peut imposer des conditions complémentaires et même retirer l'autorisation s'il s'avère que l'exploitation provoque des nuisances plus élevées que celles prévues.

En cas de retrait d'autorisation, la remise en état des lieux pourra s'effectuer d'office, sur décision de l'Exécutif Régional Wallon et ce par voie d'action directe à charge du cautionnement sauf en cas de force majeure.

Lorsqu'une décision portant retrait de l'autorisation aura été arrêtée par l'Exécutif Régional Wallon, le bourgmestre, ou en cas d'inertie de celui-ci le fonctionnaire compétent cité à l'alinéa 1er du présent article, prendra les mesures nécessaires pour que l'exploitation soit arrêtée.

Art. 9. Pendant une période transitoire d'une durée maximum de trois ans et qui prend fin lors de l'établissement de la classification visée à l'article 3, il ne sera pas tenu compte des dispositions dudit article 3 pour l'octroi des permis de valorisation.

Pendant cette période, le plan d'incidence dont question à l'article 5 fait état de propositions d'alternative aux projets envisagés pour la destination des terrils pour lesquels une demande d'autorisation est introduite.

Les autorisations sont accordées conformément aux articles 4 et 5 après justification du caractère urgent de la demande et de l'impossibilité d'attendre la classification prévue à l'article 3.

Art. 10. Devient caduc, le permis de valorisation qui n'a pas reçu un début d'exécution dans les 12 mois à compter de la date que l'Exécutif Régional Wallon a fixée pour le commencement des travaux de valorisation.

Art. 11. A la demande du titulaire du permis visé à l'article 4, l'Exécutif Régional Wallon peut déclarer qu'il y a utilité publique :

— à établir des bâtiments et installations et à procéder à tous travaux nécessaires à la recherche de matières contenues dans le terril qui a fait l'objet du permis de valorisation, à son exploitation ou à son aménagement ultérieur, sur tous terrains non bâtis généralement quelconques, et ce sans préjudice de l'indemnité due aux propriétaires. Ceux-ci peuvent, au terme de la recherche, de l'exploitation ou de l'aménagement, ou conserver les bâtiments et installations — moyennant rachat calculé en fonction de la destination du bien et de l'usage qui peut être fait des bâtiments et installations — ou demander la remise en état des lieux;

— à exproprier, conformément à la loi du 26 juillet 1962, tout immeuble généralement quelconque nécessaire à la recherche des matières minérales contenues dans le terril qui a fait l'objet du permis de valorisation, à son exploitation ou à son aménagement ultérieur.

Art. 12. L'Exécutif Régional Wallon prend les arrêtés nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 13. L'arrêté royal du 21 mars 1975 relatif à la récupération des substances minérales dans les terrils est abrogé.

Promuignons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,
J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

9. MAI 1985. — Dekret bezüglich der Erschliessung von Halden

D. 95 — 1204

Die Wallonische Regionalexekutive hat folgendes angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Unter Halde versteht man : jede vorübergehende oder ständige Ablagerung — mit Ausnahme der Grundfläche des Geländes — von mineralischen Substanzen, die sich aus der Tätigkeit der Steinkohlenzechen ergeben.

Art. 2. Die Genehmigung, eine Halde zu erschliessen, hat von Rechts wegen die Erteilung der Baugenehmigung gemäss Kapitel 1 des Titels II des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1984 zwecks Kodifizierung der Gesetzes — und Verordnungsbestimmungen über den Städtebau und die Raumordnung, der auf die Wallonische Region Anwendung findet, zur Folge sowie die Erteilung der Nutzungsgenehmigung gemäss Kapitel 1 des Titels I der Allgemeinen Regelung über den Arbeitsschutz.

Unter « nutzen » versteht man : die Stoffe, aus denen die Halde besteht, abhauen, abtransportieren, beseitigen, verarbeiten oder nutzbar machen. In Ermangelung einer Nutzung im Sinne des vorangehenden Absatzes werden die Modalitäten bezüglich der Baugenehmigung und der Nutzungsgenehmigung nicht abgeändert.

Art. 3. Die Wallonische Regionalexekutive legt gemäss einem Beratungsverfahren, das sie einführt, und nach Gutachten einer Kommission, die sie einsetzt und die sich aus den betreffenden Parteien zusammensetzt, die Einteilung der Halden in drei Kategorien fest.

a) die Halden, die aus Gründen der Raumordnung und des Städtebaus oder des Umweltschutzes oder der Unterschutzstellung als Landschaft nicht genutzt werden dürfen;

b) die nutzbaren Halden;

c) die Halden, deren Nutzung zwar interessant scheint, die jedoch noch zusätzliche Untersuchungen erfordern.

Diese Einteilung wird für alle Halden der Region erstellt. Die so erhaltene Einteilung kann alle fünf Jahre überprüft werden. Die Einteilung muss im Monat ihrer Erstellung durch die Exekutive im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden. Die in Anwendung von Artikel 4 ausgestellten Genehmigungen werden gemäss dieser Einteilung bewilligt.

Die Wallonische Regionalexekutive kann angesichts aussergewöhnlicher Umstände und gemäss den in Absatz 1 genannten Beratungsbestimmungen durch begründeten Erlass von der in besagtem Absatz 1 erwähnten Einteilung abweichen.

Art. 4. Die Erschliessung der Halden ist der Bewilligung der von der Wallonische Regionalexekutive ausgestellten Nutzungsgenehmigung unterworfen.

Die Exekutive ersucht das oder die betreffenden Bürgermeister- und Schöffenkollegien um ein Gutachten; diese leiten eine öffentliche Untersuchung ein und müssen innerhalb dreier Monate nach Zustellung des Antrags auf Gutachten Stellung nehmen.

Das Gutachten des Ständigen Ausschusses wird ebenfalls im Falle eines negativen Gutachtens des oder der Bürgermeister- und Schöffenkollegien eingeholt; dieses Gutachten muss innerhalb der oben festgelegten Frist von drei Monaten abgegeben werden.

Die Wallonische Regionalexekutive ordnet die Modalitäten dieses Verfahrens an, einschliesslich der öffentlichen Untersuchung, die in den Monaten Juli und August unterbrochen wird. Diese Unterbrechung verlängert von Rechts wegen die in Absatz 2 erwähnte Frist von drei Monaten.

Die Erschliessungsgenehmigung umfasst:

1. Bestimmungen bezüglich der gesundheitlichen Zuträglichkeit und der Sicherheit der Nachbarschaft;
2. Bestimmungen zum Schutz der Umwelt und zur Ermöglichung der Neu- und Umgestaltung der Landschaft nach der Nutzung, einschliesslich der Festlegung der Höhe und der Modalitäten der vom Nutzer zu hinterlegenden Kautions.
3. Bestimmung über die zu befolgenden Wege, so wie im Gutachten des oder der Bürgermeister- und Schöffenkollegien festgelegt worden sind. In Ermangelung einer Stellungnahme seiner- oder ihrerseits werden diese Bestimmungen von der Wallonische Regionalexekutive festgelegt.

Die in Absatz 6, Punkt 2 erwähnte Kautions muss genügen, um in allen Fällen, einschliesslich des Konkurses, eine Neugestaltung der Landschaft zu ermöglichen.

Die auf einer Halde durchgeführten Stoffentnahmen, namentlich, um diese Stoffe versuchsweise zu waschen oder zu sieben, werden von dem oder den betreffenden Bürgermeister- und Schöffenkollegien gestattet, insofern sie nicht tausend Tonnen überschreiten. Die Wallonische Regionalexekutive muss jedoch darüber informiert werden.

Art. 5. Die Anträge auf Genehmigung zur Erschliessung von Halde werden vom Nutzer bei der Wallonische Regionalexekutive eingereicht.

Sie enthalten folgende Angaben und Unterlagen:

1. Namen, Vornamen, Eigenschaft und Wohnsitz des Antragstellers;
2. Die einzusetzenden Geräte und Verfahren, die Art und die Stärke eines jeden Motors sowie die ungefähre Menge der zu erzeugenden, zu lagernden oder abzubauenen Produkte;
3. Die Anzahl der zu beschäftigten Arbeiter;
4. Eine Übersicht über die Auswirkungen auf die Umwelt mit namentlich der Angabe der geplanten Massnahmen zur Verhütung oder Linderung der Unträglichkeiten, denen die Nachbarn oder die Öffentlichkeit durch das Unternehmen ausgesetzt sein könnten;
5. Die Vorschläge in Sachen Neugestaltung der Landschaft nach der Nutzung. Sie werden in einem informativen Plan beschrieben;
6. Die benutzten Transportmittel, die zu befahrenden Strassen, die zu durchquerenden Gemeinden;
7. Eine Kopie der schriftlichen Übereinkunft zwischen dem Eigentümer der Halde und dem Nutzer oder einen notariell beglaubigten Nachweis oder eine notariell beglaubigte Bescheinigung, die besagt, dass es eine schriftliche Übereinkunft zwischen dem Eigentümer der Halde und dem Nutzer gibt, sowie die öffentliche Beurkundung der Existenz einer Wiederinstandsetzungsgarantie;
8. Die Dauer der Nutzung;
9. Dass für den Beginn der Erschliessungsarbeiten vorgeschlagene Datum.

Ferner ist ein Plan in drei Ausfertigungen und im Massstab von mindestens 5 mm pro Meter beizufügen, der die Anordnung der Räumlichkeiten, die Standorte der Werkstätten, Lager, Geräte sowie die Topographie des Betriebs angibt.

Ausserdem wird ein Auszug aus dem Katasterplan beigefügt, der die Parzellen oder Teile von Parzellen umfasst, die im Umkreis von 50 Metern des Unternehmens liegen, sowie ein Auszug aus dem Katasterbuch, der die Namen der Eigentümer der in diesem Umkreis liegenden Parzellen oder Teile von Parzellen angibt.

Art. 6. Wann Halde am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bereits ordnungsgemäss genutzt werden, muss der Nutzer die Wallonische Regionalexekutive innerhalb dreier Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets per Einschreiben davon in Kenntnis setzen.

Es ist eine Kopie der vorher ausgestellten Genehmigungsurkunden beizufügen sowie eine Kopie der Übereinkunft, die den Nutzer an den Eigentümer der Halde binden oder ein notariell beglaubigter Nachweis oder eine notariell beglaubigte Bescheinigung, die besagt, dass es Übereinkünfte gibt, die den Nutzer an den Eigentümer der Halde binden.

In Ermangelung einer solchen Übermittlung kann die Nutzung auf Rechnung und Gefahr des Nutzers von der Wallonische Regionalexekutive eingestellt werden.

Art. 7. Für die Halde, deren Nutzung, obwohl gebührend genehmigt, am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets noch nicht begonnen worden ist, legt die Wallonische Regionalexekutive innerhalb zweier Monate nach Erhalt der Kopien der in Artikel 6 genannten Urkunden und nachdem sie den Nutzer angehört hat, die Frist fest, innerhalb derer die Nutzung beginnen muss.

Wenn die von der Wallonische Regionalexekutive festgelegte Frist verstrichen ist, kann die Nutzung nur noch gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unternommen werden.

Art. 8. Die Aufsicht über die Betriebe und das Zubehör wird vom Bürgermeister oder von seinem Bevollmächtigten und von den zuständigen technischen Beamten der Wallonischen Regionalverwaltung ausgeübt.

Die Oberaufsicht wird von besagten technischen Beamten ausgeübt.

Wenn eine Gefahr die Sicherheit oder die Gesundheit der Nachbarn bedroht und der Leiter des Unternehmens sich weigert, den Anweisungen des zuständigen technischen Beamten Folge zu leisten, ordnet der Bürgermeister auf eine Meldung des letzteren hin die Beendigung der Arbeit an; er versiegelt die Geräte und nimmt notfalls die sofortige provisorische Schliessung des Betriebs vor.

Die gleichen Befugnisse werden dem zuständigen technischen Beamten anvertraut, wenn der Bürgermeister nicht eingreift oder die drohende Gefahr so gross ist, dass die kleinste Verzögerung einen Unfall hervorrufen kann. In dem einen wie in dem anderen Falle kann der betreffende Unternehmensleiter bei der Wallonische Regionalexekutive Einspruch einlegen.

Die Wallonische Regionalexekutive kann zusätzlich Bedingungen auferlegen und sogar die Genehmigung zurückziehen, wenn sich herausstellt, dass die Nutzung grössere gesundheitsschädliche Einwirkungen auf die Umwelt hat als vorausgesehen.

Im Falle des Entzugs der Genehmigung kann die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten von Amts wegen auf eine Entscheidung der Wallonische Regionalexekutive hin durchgeführt werden und zwar durch eine Klage auf Schadenersatz zu Lasten des Kautionsbetrags ausser im Falle von höherer Gewalt.

Wenn eine Entscheidung auf Entzug der Genehmigung von der Wallonische Regionalexekutive gefällt worden ist, so leitet der Bürgermeister oder wenn dieser nicht ergreift, der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnte zuständige Beamte die zur Einstellung der Nutzung notwendigen Massnahmen ein.

Art. 9. Während einer Übergangszeit von höchstens drei Jahren, die mit der Erstellung der in Artikel 3 erwähnten Einteilung endet, wird den Bestimmungen des besagten Artikels 3 nicht Rechnung getragen für die Bewilligung der Erschliessungsgenehmigungen.

Während dieser Zeitspanne zieht der in Artikel 5 erwähnte Plan über die Auswirkungen Alternativvorschläge zu den beabsichtigten Projekten in Betracht für die Bestimmung der Halde, für die ein Antrag auf Genehmigung eingereicht ist.

Die Genehmigungen werden gemäss den Artikeln 4 und 5 erteilt, nachdem die Dringlichkeit des Antrags und die Unmöglichkeit, die in Artikel 3 vorgesehene Einteilung abzuwarten, nachgewiesen worden ist.

Art. 10. Die Erschliessungsgenehmigung, mit deren Durchführung nicht innerhalb der 12 Monate ab dem Datum begonnen wurde, das die Wallonische Regionalexekutive für den Beginn der Erschliessungsarbeiten festgelegt hat, wird hinfällig.

Art. 11. Auf Antrag des Inhabers der in Artikel 4 genannten Genehmigung kann die Wallonische Regionalexekutive erklären, dass es im öffentlichen Interesse liegt,

— auf allen beliebigen nicht bebauten Grundstücken und unbeschadet der den Eigentümern geschuldeten Entschädigung Gebäude und Anlagen zu errichten und alle Arbeiten anzuleiten, die notwendig sind, und nach den in der Halde, die Gegenstand der Erschliessungsgenehmigung war, enthaltenen Stoffen zu schürfen, und die Nutzung dieser Halde oder ihre spätere Einrichtung vorzunehmen.

Die Eigentümer können nach Beendigung der Schürfarbeiten, der Nutzung oder der Einrichtung entweder die Gebäude und Anlagen behalten;

— mittels Rückkauf, berechnet gemäss der Bestimmung des Gutes und dem Gebrauch, der von den Gebäuden und Anlagen gemacht werden kann — oder die Wiederherstellung der Örtlichkeiten verlangen;

— jede beliebige Liegenschaft gemäss dem Gesetz vom 26. Juli 1962 zu enteignen, die zum Schürfen nach den in der Halde, die Gegenstand der Erschliessungsgenehmigung war, enthaltenen mineralischen Substanzen und zur Nutzung oder späteren Einrichtung der Halde benötigt wird.

Art. 12. Die Wallonische Regionalexekutive verordnet die zur Durchführung des vorliegenden Dekrets nötigen Erlasse.

Art. 13. Der Königliche Erlass vom 21. März 1975 bezüglich der Wiedergewinnung von mineralischen Substanzen in Halden wird aufgehoben.

Verkünden das vorliegende Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 9. Mai 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,
A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,
P. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,
M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,
V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,
J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 85 — 1204

9 MEI 1985. — Decreet betreffende de ontsluiting van de steenbergen

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Onder steenberg wordt verstaan : iedere tijdelijke of vaste opslagplaats — met uitzondering van het grondvlak van het terrein — van delfstoffen voortkomend van de activiteit van de steenkolenmijnen.

Art. 2. De vergunning tot ontsluiting van een steenberg brengt van rechtswege de afgifte van de bouwvergunning overeenkomstig hoofdstuk I van titel II van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot codificatie van de wetgevende en verordenende bepalingen betreffende de stedenbouw en de ruimtelijke ordening van toepassing op het Waalse Gewest in de afgifte van de vergunning tot ontginning overeenkomstig hoofdstuk I van titel I van de algemene regeling voor de arbeidsbescherming met zich mee.

Onder « ontginnen » wordt verstaan : de stoffen waaruit de steenberg bestaat, delven, wegbrengen, wegdoen, verwerken of gebruiken.

Bij afwezigheid van een ontginning in de zin van het voorafgaande lid worden de procedures betreffende de bouwvergunning en de vergunning tot ontginning niet gewijzigd.

Art. 3. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt volgens een adviseerende procedure, die ze vaststelt, en nadat het advies van een Commissie, die ze opricht in die uit de betrokken partijen bestaat werd ingewonnen de classificatie van de steenbergen in drie categorieën :

a) de steenbergen die om redenen van ruimtelijke ordening en stedenbouw of van milieubescherming of van rangschikking als landschap niet ontgonnen mogen worden;

b) de ontginbare steenbergen;

c) de steenbergen die voor een ontginning van belang schijnen te zijn maar waarvoor supplementaire investigaties nodig zijn.

De classificatie wordt voor alle steenbergen van het Gewest opge maakt. Deze classificatie kan om de vijf jaar herzien worden. De classificatie moet binnen de maand van haar opmaking door de Executieve in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

De in toepassing van artikel 4 uitgereikte vergunningen worden volgens deze classificatie verleend.

De Waalse Gewestexecutieve kan in geval van uitzonderlijke omstandigheden en volgens de adviseerende regels bedoeld in lid 1 bij een gemotiveerd besluit afwijken van de in dit lid 1 vermelde classificatie.

Art. 4. De ontsluiting van steenbergen wordt onderworpen aan de verlening van een vergunning tot ontsluiting, uitgereikt door de Waalse Gewestexecutieve.

De Executieve verzoekt om het advies van het College of de Colleges van Burgemeester en Schepenen die een publiek onderzoek instelt en die zich binnen drie maanden na de mededeling van het verzoek om advies verklaren moet. Nadat deze termijn is verstreken en bij gebreke van advies verzoekt de Waalse Gewestexecutieve om het advies van de Bestendige Deputatie die zich binnen drie maanden na de mededeling van het verzoek om advies verklaren moet.

Het advies van de Bestendige Deputatie wordt ook ingewonnen wanneer het College of de Colleges van Burgemeester en Schepenen negatief is; dit advies moet binnen de hierboven vastgestelde termijn van drie maanden uitgebracht worden.

De Waalse Gewestexecutieve bepaalt de modaliteiten van deze procedure, met inbegrip van het publiek onderzoek, dat in juli en augustus geschorst wordt. Deze schorsing verlangt van rechtswege de in lid 2 vastgestelde termijn van drie maanden.

De vergunning tot ontsluiting omvat :

1. de bepalingen betreffende de salubriteit en de zekerheid van de buurt;

2. de bepalingen die van dien aard zijn, dat ze het milieu beschermen en dat de steenberg nieuwe vorm gegeven kan worden en het terrein na ontginning weer aangelegd kan worden, met inbegrip van de vaststelling van het bedrag en de modaliteiten van de cautie die door het bedrijfshoofd te stellen is;

3. de bepalingen over de te volgen wegen zoals vastgesteld in het advies van het College of de Colleges van Burgemeester en Schepenen. Indien dit of deze zich niet verklaren, worden deze bepalingen door de Waalse Gewestexecutieve vastgesteld.

De in punt 2 van lid 6 bedoelde cautie moet voldoende zijn om het terrein in elk geval, inbegrepen bij faillissement weer aan te leggen.

Het delven van stoffen uit een steenberg om namelijk het wassen en het zeven ervan te beproeven wordt door het of de betrokken college(s) van Burgemeester en Schepenen toegestaan indien de opgenomen hoeveelheid stoffen duizend ton niet overschrijdt en nadat de Waalse Gewestexecutieve ervan op de hoogte gesteld werd.

Art. 5. De aanvragen om vergunning tot ontsluiting van steenbergen worden door het bedrijfshoofd bij de Waalse Gewestexecutieve ingediend.

Ze omvatten :

1. de namen, voornamen, hoedanigheid en woonplaats van de vrager;

2. de te gebruiken toestellen en procédés, de aard en de macht van elke motor alsmede de approximatieve hoeveelheid producten, die zullen worden gefabriceerd, opgeslagen of gedelfd;

3. het aantal tewerk te stellen werknemers;

4. een plan van de invloed op het milieu met name-lijk de ontworpen maatregelen om de nadelen te voorkomen of te verlichten die het bedrijf zou kunnen veroorzaken voor de bure- en het publiek;

5. de voorstellen inzake nieuwe aanleg van het terrein na de ontginning; ze worden in een aanwijzend plan beschreven;

6. de gebruikte vervoermiddelen, de te nemen verbindingswegen, de door te rijden gemeenten;

7. een afschrift van de tussen de eigenaar van de steenberg en het bedrijfshoofd ondertekende overeenkomst of een door notaris geauthen-tiseerd bewijs of certificaat, dat vaststelt, dat een ondertekende overeenkomst bestaat tussen de eigenaar vande steenberg en het bedrijfshoofd, alsmede het authentieke attest van het bestaan van een garantie voor het herstel van het terrein;

8. de duur van de ontginning;

9. de datum, voorgesteld voor het begin van de ontsluitingswer-ken.

Bij de aanvraag wordt een afschrift in triplo van een project gevoegd, dat op een schaal van ten minste 5 mm per meter getekend wordt en de plaatselijke gesteldheid en de ligging van de werkplaat-sen, van de magazijnen en van de toestellen alsmede de topogra-fische situatie van de ontginning aangeeft.

Bovendien wordt een uittreksel uit het kadastrale plan bijgevoegd dat de percelen en delen van percelen in een omtrek van 50 m om het bedrijf weergeeft en een uittreksel uit de kadastrale legger dat de namen van de eigenaren van de percelen of delen van percelen liggend in deze zone vermeldt.

Art. 6. De ontginningen van steenbergen, die op de datum van het inwerkingtreden van dit decreet regelmatig begonnen zijn, moeten binnen drie maanden na het inwerkingtreden van dit decreet bij aangetekende brief door het bedrijfshoofd aan de Waalse Gewest-executieve medegedeeld worden.

Bij deze mededeling wordt een afschrift van de vroeger afgegeven vergunningsakten alsmede van de overeenkomsten tussen het bedrijfshoofd en de eigenaar van steenbergen of een geauthenti-seerd bewijs of certificaat dat het bestaan van overeenkomsten tus-sen het bedrijfshoofd en de eigenaar van steenbergen vaststelt, gevoegd.

Bij gebreke van mededeling kan de ontginning voor rekening en risico van het bedrijfshoofd door de Waalse Gewestexecutieve stop-gezet worden.

Art. 7. Voor de steenbergen waarvan de ontginning op de datum van het inwerkingtreden van dit decreet niet begonnen is, hoewel ze behoorlijk toegestaan is, stelt de Waalse Gewestexecutieve na raad-pleging van het bedrijfshoofd in binnen twee maanden na ontvangst van de afschriften van de in artikel 6 bedoelde akten, de termijn voor het begin van de ontginning vast.

Zodra de door de Waalse Gewestexecutieve vastgestelde termijn verstreken is, mag de ontginning slechts overeenkomstig de bepa-lingen van dit decreet uitgevoerd worden.

Art. 8. Het toezicht op de ontginningen en de aanhorigheden zal worden uitgeoefend door de burgemeester of zijn afgevaardigde en de bevoegde technische ambtenaren van de Waalse Gewestadminis-tratie.

Het hoge toezicht zal uitgeoefend worden door de bedoelde tech-nische ambtenaren.

Zo een gevaar de veiligheid of de gezondheid van de geburen bedreigt en zo het bedrijfshoofd weigert in te gaan op de onderrich-tingen van de bevoegde technische ambtenaar, dan beveelt de burge-meester, op verslag van laatstgenoemde, de arbeid stop te zetten, verzegelt hij de toestellen en gaat onmiddellijk over tot het voorlopig sluiten van de inrichting.

Dezelfde machten worden aan de bevoegde technische ambtenaar toegekend zo de burgemeester niet handelend optreedt of wanneer het gevaar aldus dreigt dat de minste vertraging een ongeval kan verwekken. In het ene of andere geval mag het betrokken bedrijfs-hoofd beroep aantekenen bij de Waalse Gewestexecutieve.

De Waalse Gewestexecutieve kan aanvullende voorwaarden stel-len en zelfs de vergunning intrekken wanneer het bedrijf meer schade aanricht dan voorzien.

Bij intrekking van de vergunning kan het herstel van het terrein ambtshalve op beslissing van de Waalse Gewestexecutieve onder-nomen worden door middel van een eis tot schadeloosstelling ten laste van de borgsom, behalve in geval van force majeure.

Als een beslissing tot intrekking van de vergunning door de Waalse Gewestexecutieve genomen wordt treft de burgemeester — of zo deze niet handelend optreedt — de in lid I van dit artikel bedoelde bevoegde ambtenaar de noodzakelijke maatregelen om de ontginning stop te zetten.

Art. 9. Tijdens een overgangperiode van maximum drie jaar, die met de vaststelling van de in artikel 3 bedoelde classificatie eindigt, wordt voor de verlening van de vergunningen tot ontsluiting niet rekening gehouden met de bepalingen van genoemde artikel 3.

Tijdens deze periode neemt het in artikel 5 bedoelde plan van invloed andere vastgestelde mogelijkheden in aanmerking betref-fonde de beoogde plannen voor de bestemming van de steenbergen waarvoor een aanvraag om vergunning ingediend werd.

De vergunningen worden overeenkomstig artikels 4 en 5 verleend nadat het dringende karakter van de aanvraag en de onmogelijk-heid om op de in artikel 3 bepaalde classificatie te wachten, gerechtvaardigd werden.

Art. 10. Wordt nietig de vergunning tot ontsluiting waarvan de uit-voering niet binnen twaalf maanden na de datum vastgesteld door de Waalse Gewestexecutieve voor het begin van de ontsluitingswer-ken, begonnen is.

Art. 11. Op aanvraag van de houder van de in artikel 4 bedoelde vergunning kan de Waalse Gewestexecutieve verklaren dat het van algemeen nut is op allerhande onbebouwde terreinen en onvermin-derd de aan de eigenaren te betalen vergoeding gebouwen en instal-laties op te richten en alle werken uit te voeren die nodig zijn om naar delfstoffen te graven in de steenberg, waarvoor een ontsluit-tingsvergunning werd uitgereikt, of die nodig zijn voor zijn ontgin-ning of voor zijn toekomstige aanleg.

Bedoelde eigenaars kunnen na beëindiging van de graving, de ontginning of de aanleg ofwel de gebouwen en installaties behouden tegen afkoop, berekend op basis van de bestemming van het goed en van het gebruik dat van de gebouwen en installaties gemaakt kan worden — ofwel het herstel van het terrein aanvragen;

— allerhande onroerende goederen overeenkomstig de wet van 26 juli 1962 te ontgeigen, die nodig zijn voor het graven naar delfstof-fen in de steenberg, waarvoor een ontsluitingsvergunning werd uit-gereikt, of voor zijn ontginning of zijn toekomstige aanleg.

Art. 12. De Waalse Gewestexecutieve neemt de besluiten die nodig zijn voor de uitvoering van dit decreet.

Art. 13. Het koninklijk besluit van 21 maart 1975 betreffende de terugwinning van de delfstoffen uit steenbergen wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staats-blad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 mei 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,
J. MAYENCE-GOOSSENS